



JUSTICE CLIMATIQUE POUR LES TRAVAILLEURS/EUSES DU TOURISME! Journée mondiale du tourisme, 27 Septembre 2016

Alors qu'il est essentiel que les gouvernements agissent de toute urgence pour réduire les émissions de carbone, principale cause du changement climatique, la plupart des plans d'action climatique des gouvernements de la région Asie/Pacifique continuent à percevoir le changement climatique comme une question industrielle et environnementale. En développant des plans d'action visant « l'économie », les gouvernements aident les entreprises à réduire les risques, par exemple en plantant des arbres, au lieu de réduire les émissions de carbone.

Pour certains gouvernements de la région, les politiques d'atténuation du changement climatique servent surtout à avoir accès à une assistance et à des prêts internationaux, et les beaux discours sur l'action climatique prennent le pas sur une action réelle. Planter des arbres est ainsi devenu l'occasion de séances photos plutôt qu'un effort réel pour réduire le dioxyde de carbone dans l'atmosphère et prévenir les glissements de terrain et les inondations.

La majorité des politiques en matière de climat ne tiennent pas compte du fait que le changement climatique – et la manière dont nous y répondons – est également une question éthique comprenant les droits humains et la justice. La durabilité est tout autant une question de moyens de subsistance durables que de gestion des ressources. Au Bangladesh, en Birmanie/Myanmar et aux Maldives par exemple, la salinité croissante des nappes phréatiques et l'augmentation du prix de l'eau purifiée font que les travailleurs/euses ont un accès réduit à l'eau potable, sapant ainsi le droit à l'eau, un droit humain essentiel.

Le changement climatique a un impact direct sur les moyens de subsistance des travailleurs/euses et de leurs familles, aggravant les problèmes existants que sont les salaires de misère, l'insécurité de l'emploi et les inégalités. Les travailleurs/euses du tourisme sont également affectés : des guides de haute montagne au Népal aux employés/es des complexes hôteliers de luxe aux Maldives, le changement climatique transforme profondément l'environnement dans lequel les individus vivent et travaillent. Et pourtant, les gouvernements ne s'adressent qu'aux entreprises et aux agences internationales pour définir la marche à suivre.

Le changement climatique a une influence sur la haute saison touristique, contribuant à l'insécurité de l'emploi et à l'instabilité des revenus. Les attractions touristiques – des récifs de coraux aux sites religieux inscrits au patrimoine mondial – sont dévastées par des conditions climatiques extrêmes, qui vident également les hôtels. Les désastres climatiques, comme les inondations, font perdre leurs emplois aux travailleurs/euses du tourisme. Il n'y a pas de tourisme sans touristes.

En cette Journée mondiale du tourisme, les travailleurs/euses demandent que les gouvernements reconnaissent l'impact du changement climatique sur le tourisme et que la protection des droits et des moyens de subsistance des travailleurs/euses du tourisme doit être une partie de la réponse. Il faut à cette fin que les syndicats démocratiques et indépendants, représentant les travailleurs/euses du tourisme, soient impliqués dans le processus décisionnaire concernant les plans d'action climatique. Le seul moyen pour que ces plans d'action aient une influence réelle est d'y faire participer les travailleurs/euses.